



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/13
23 mai 2018

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quatre-vingt-unième réunion
Montréal, 18 – 22 juin 2018

RETARDS DANS LA SOUMISSION DES TRANCHES

Introduction

1. Conformément à la décision 47/50 d)¹, le Secrétariat a préparé le présent document sur les retards dans la soumission des tranches des accords pluriannuels. Ce document contient les mesures prises pour donner suite aux décisions sur les retards dans la soumission des tranches adoptées à la 80^e réunion; une analyse des tranches qui n'ont pas été soumises à la 81^e réunion; les raisons pour lesquelles des tranches soumises à la 81^e réunion ont été retirées par la suite ainsi que des recommandations.

¹ Le Comité exécutif a décidé d'inclure à l'ordre du jour des prochaines réunions une rubrique distincte portant sur les retards dans la proposition des tranches annuelles et le décaissement des fonds pour les tranches et les obligations.

Suite donnée aux décisions prises sur les retards dans la soumission des tranches à la 80^e réunion

2. Conformément à la décision 80/33 b), le Secrétariat a envoyé des lettres aux gouvernements de 23 pays visés à l'article 5 pour les inciter à soumettre la tranche suivante de leurs plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) à la 81^e réunion. En conséquence, les gouvernements du Burundi², de la Chine (secteur de la mousse de polyuréthane rigide)³, de la Chine (secteur de l'entretien)⁴, de la Guinée équatoriale⁵, de la Géorgie⁶, du Niger⁷, du Suriname⁸ et de Trinidad-et-Tobago⁹ ont soumis les tranches respectives de leurs PGEH. Toutefois, les gouvernements de l'Algérie, d'Antigua-et-Barbuda, du Brunei Darussalam, de la Côte d'Ivoire, de la Dominique, de la Guinée, de l'Iraq¹⁰, du Koweït¹¹, du Maroc¹², du Mozambique, du Qatar, de l'Arabie saoudite, de l'Afrique du Sud¹³, de la Tunisie, de la Turquie et du Venezuela (République bolivarienne du) n'ont soumis aucune demande pour leurs tranches.

Analyse des tranches non soumises à la 81^e réunion

3. Quarante-trois activités associées à des tranches de PGEH pour 32 pays, d'une valeur totale de 23 300 608 \$US (incluant les coûts d'appui d'agence), qui devaient être soumises à la 81^e réunion ne l'ont pas été, tel qu'indiqué à l'Annexe I du présent document¹⁴. En outre, cinq tranches de la phase I ou de la phase II de PGEH, représentant un montant de 11 682 200 \$US (incluant les coûts d'appui d'agence), ont été soumises à la 81^e réunion, puis ensuite retirées par les agences d'exécution concernées durant le processus d'examen des projets; elles sont également présentées dans l'Annexe I.

Raisons des retards et incidence sur la conformité

4. Les retards dans la soumission des tranches de PGEH sont imputables aux raisons suivantes : décisions et/ou approbations gouvernementales et/ou modifications au sein de l'UNO et/ou changements structurels (12); absence du rapport obligatoire de vérification (8); fonds suffisants provenant de tranches précédentes (17); décaissement inférieur au seuil de 20 pour cent des fonds approuvés pour la tranche précédente (16); retards dans la mise en œuvre des composantes d'investissement (1); questions de sécurité (2); signature des accords (10); l'agence principale ou de coopération n'était pas prête à soumettre la proposition (3); difficultés internes ou externes (8); difficultés au niveau des entreprises (3); ou absence des rapports périodique et/ou financier (1).

5. Les agences bilatérales et d'exécution concernées ont signalé que les retards dans la soumission des tranches dues auraient une incidence nulle (ou peu probable) sur le respect par ces pays de leurs obligations aux termes du Protocole de Montréal. Toutes les tranches dues devraient être soumises à la 82^e réunion, à l'exception de celles pour la Barbade, Haïti, Saint-Vincent-et-les-Grenadines qui pourront être soumises à la 83^e réunion.

Recommandations

6. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/26.

³ Soumise mais retirée par la suite.

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/29.

⁵ Soumise mais retirée par la suite.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/34.

⁷ Soumise mais retirée par la suite.

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/49.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/50.

¹⁰ Selon la décision 80/33 b), l'Iraq pourrait soumettre une tranche à la 81^e ou 82^e réunion.

¹¹ Selon la décision 80/33 b), le Koweït pourrait soumettre une tranche à la 81^e ou 82^e réunion.

¹² Selon la décision 80/33 b), le Maroc pourrait soumettre une tranche à la 81^e ou 82^e réunion.

¹³ Selon la décision 80/33 b), l'Afrique du Sud pourrait soumettre une tranche à la 81^e ou 82^e réunion.

¹⁴ A titre de comparaison, lors de la 80^e réunion, 41 tranches qui devaient être soumises pour 24 pays, ne l'ont pas été.

- (a) Prendre note :
- (i) Du rapport sur les retards dans la soumission des tranches, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/13;
 - (ii) Des informations sur les retards dans la soumission des tranches pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), transmises par le gouvernement de la France, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI et la Banque mondiale;
 - (iii) Que 44 des 87 activités associées à des tranches de PGEH qui devaient être présentées à la 81^e réunion, ont été soumises en temps voulu ;
 - (iv) Que les agences bilatérales et d'exécution concernées ont indiqué que la soumission tardive des tranches de PGEH dues à la première réunion de 2018 aurait une incidence nulle (ou peu probable) sur le respect du Protocole de Montréal et qu'il n'y avait aucune indication à l'effet qu'un des pays concernés ne se conformait pas aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal ;
et
- (b) Charger le Secrétariat d'envoyer des lettres aux gouvernements concernés au sujet des décisions prises concernant les retards dans la soumission des tranches, contenues à l'Annexe I au présent rapport.

Annexe I

TRANCHES NON SOUMISES À LA 81^E RÉUNION

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
Algérie (Phase I)	ONUDI	2014	154 800	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que la troisième tranche (2014) de la phase I du plan de gestion des HCFC (PGEH) pour l'Algérie n'a pas été soumise en raison de modifications au sein de l'UNO et inciter le gouvernement de l'Algérie à collaborer avec l'ONUDI afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2014) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2014 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Antigua et Barbuda (Phase I)	PNUE	2015	6 610	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ remise des rapports périodique et financier/ difficultés interne ou externes	Prendre note que la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH pour Antigua et Barbuda n'a pas été soumise en raison de changements structurels au sein du gouvernement et inciter le gouvernement d'Antigua et Barbuda à remettre les rapports périodique et financier exigés et à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2015) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2015.
Barbade (Phase I)	PNUE	2018	47 460	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	Prendre note que la troisième tranche (2018) de la phase I du PGEH pour la Barbade n'a pas été soumise puisque la deuxième tranche approuvée à la 80 ^e réunion n'a pas encore été mise en œuvre, dans l'attente de la conclusion de la première tranche, et inciter le gouvernement de la Barbade à collaborer avec le PNUE afin de conclure la deuxième tranche et de pouvoir présenter la troisième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e ou 83 ^e réunion.
Bosnie-Herzégovine (Phase I)	ONUDI	2018	33 170	Seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que le taux de décaissement total de la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement de Bosnie-Herzégovine à collaborer avec l'ONUDI afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
Brésil (Phase II)	Allemagne	2018	2 626 696	Seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que le taux de décaissement total pour la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement du Brésil à collaborer avec le gouvernement de l'Allemagne, le PNUD et l'ONUDI afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2018) de la phase II du PGEH à la 82 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	PNUD	2018	7 670 184	Seuil de décaissement de 20 pour cent / difficultés au niveau des entreprises	
	ONUDI	2018	3 659 442	Seuil de décaissement de 20 pour cent	
Brunei Darussalam (Phase I)	PNUE	2017	7 910	Absence du rapport de vérification	Prendre note que la vérification obligatoire des cibles de consommation des HCFC n'est pas terminée et du retard imputable à la lenteur de la mise en oeuvre pour le démarrage des opérations au centre de régénération et inciter le gouvernement du Brunei Darussalam à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification et avec le PNUE et le PNUD afin de présenter la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la troisième tranche (2017) et des tranches ultérieures.
	PNUD	2017	35 970	Mise en oeuvre de la composante d'investissements/ difficultés internes ou externes	
République centrafricaine (Phase I)	PNUE	2013	62 150	Difficultés internes ou externes/ questions de sécurité/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note des circonstances difficiles qui perdurent dans le pays et inciter le gouvernement de la République centrafricaine à collaborer avec le PNUE pour accélérer la mise en oeuvre de la première tranche (2011) afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2013) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2013 et des tranches ultérieures.
Tchad (Phase I)	PNUE	2018	50 850	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ absence du rapport de vérification	Prendre note que la vérification obligatoire des cibles de consommation des HCFC n'est pas terminée et inciter le gouvernement du Tchad à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification et présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Chine (Phase II – secteur de la mousse PU rigide)	Banque mondiale	2017	11 289 000	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH pour le secteur de la mousse de polyuréthane (PU) rigide soumise à la 81 ^e réunion a été retirée par la suite et inciter le gouvernement de la Chine à collaborer avec la Banque mondiale pour accélérer la signature de l'accord afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH pour le secteur de la mousse PU rigide à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
Comores (Phase I)	PNUE	2018	33 900	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ absence du rapport de vérification	Prendre note que la vérification obligatoire des cibles de consommation des HCFC n'est pas terminée et inciter le gouvernement des Comores à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification et présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Congo (Phase I)	PNUE	2018	28 250	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ signature de l'accord/ document de projet	Prendre note de la signature des accords et inciter le gouvernement du Congo à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Côte d'Ivoire (Phase I)	PNUE	2016	168 156	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	Prendre note que les retards dans la deuxième tranche de la phase I du PGEH ont été résolus et inciter le gouvernement de la Côte d'Ivoire à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2016	492 200	Agence principale n'était pas prête à soumettre la proposition	
Cuba (Phase I)	PNUD	2018	107 500	Difficultés internes ou externes/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que le taux de décaissement total pour la troisième tranche (2016) du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement de Cuba à collaborer avec le PNUD afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Djibouti (Phase I)	PNUE	2018	49 720	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ décisions/ approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels	Prendre note que les retards dans la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH ont été résolus et inciter le gouvernement de Djibouti à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Dominique (Phase I)	PNUE	2016	74 354	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ difficultés internes ou externes/ absence du rapport de vérification	Prendre note que les retards dus à des changements structurels au sein du gouvernement et de l'UNO et que la vérification obligatoire des cibles de consommation des HCFC ne sont pas résolus et inciter le gouvernement de la Dominique à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
Guinée équatoriale (Phase I)	PNUE	2016 et 2018	73 450	Absence d'un système opérationnel d'octroi de permis et de quotas	Prendre note que les troisième (2016) et quatrième (2018) tranches présentées à la 81 ^e réunion ont ensuite été retirées par les agences d'exécution concernées en raison de l'absence d'un système opérationnel d'octroi de permis et de quotas et inciter le gouvernement de la Guinée équatoriale à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de pouvoir présenter les troisième (2016) et quatrième (2018) tranches de la phase I
	ONUDI	2016	81 750	Absence d'un système opérationnel d'octroi de permis et de quotas	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
					du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures; avec un point de départ ajusté pour les réductions globales de la consommation de HCFC qui tienne compte de la consommation réelle de HCFC dans ce pays; et à condition que le gouvernement de la Guinée équatoriale confirme que le système d'octroi de permis a été stabilisé et que le système de quotas est fonctionnel.
Gabon (Phase I)	PNUE	2018	56 500	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ décisions/ approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels	Prendre note que les retards dans la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH ont été résolus et inciter le gouvernement du Gabon à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Guinée (Phase I)	ONUDI	2016	172 000	Agence principale n'était pas prête à soumettre la proposition	Prendre note des retards imputables à la lenteur de la mise en œuvre des activités et inciter le gouvernement de la Guinée à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures.
	PNUE	2016	73 450	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	
Haïti (Phase I)	PNUE	2018	95 916	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ signature de l'accord/ document de projet/ difficultés internes ou externes/ fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	Prendre note des retards dus à des changements structurels au sein du gouvernement et au fait que l'accord n'a pas été signé et inciter le gouvernement d'Haïti à collaborer avec le PNUE pour accélérer la signature de l'accord afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e ou 83 ^e réunion.
Mali (Phase I)	PNUE	2018	58 760	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ difficultés internes ou externes/ questions de sécurité	Prendre note que les retards dans la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH ont été résolus et inciter le gouvernement du Mali à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Mozambique (Phase I)	PNUE	2016	33 900	Signature de l'accord/ document de projet/ absence du rapport de vérification/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que l'accord n'a pas été signé, que la vérification obligatoire des cibles de consommation des HCFC n'est pas terminée et que le taux de décaissement total pour la deuxième tranche du PGEH est inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement du Mozambique à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour accélérer la signature de l'accord et conclure les activités et la vérification afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne
	ONUDI	2016	81 750	Signature de l'accord/ document de projet/ absence du rapport de vérification/ seuil de décaissement de 20	

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
				pour cent	compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Niger (Phase I)	PNUE	2016	141 250	Absence d'un système opérationnel d'octroi de permis et de quotas	Prendre note que la deuxième tranche (2016) présentée à la 81 ^e réunion a été ensuite retirée par les agences d'exécution concernées en raison de l'absence d'un système opérationnel d'octroi de permis et de quotas et inciter le gouvernement du Niger à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, avec un point de départ rajusté pour les réductions globales de la consommation de HCFC qui tienne compte de la consommation réelle de HCFC dans le pays et à condition que le gouvernement du Niger confirme que le système d'octroi de quotas a été stabilisé et que le système de quotas est fonctionnel.
	ONUDI	2016	96 750	Absence d'un système opérationnel d'octroi de permis et de quotas	
Pakistan (Phase II)	PNUE	2018	225 976	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que l'accord (PNUE) n'a pas été signé et que le taux de décaissement total pour la première tranche de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement du Pakistan à collaborer avec le PNUE pour accélérer la signature de l'accord et avec le PNUE et l'ONUDI afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
	ONUDI	2018	2 118 442	Seuil de décaissement de 20 pour cent	
Panama (Phase II)	PNUD	2018	412 806	Signature de l'accord/ document de projet/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que le document de projet a été signé mais que le taux de décaissement total pour la première tranche (2016) de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement du Panama à collaborer avec le PNUD afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2018) de la phase II du PGEH à la 82 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
République de Moldavie (Phase II)	PNUE	2018	29 493	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que le taux de décaissement total pour la première tranche (2016) de la phase II du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement de la République de Moldavie à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2018) de la phase II du PGEH à la 82 ^e réunion, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
Qatar (Phase I)	PNUE	2013	169 500	Signature de l'accord/ document de projet/ fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	Prendre note que l'accord ou le document de projet pour la phase I du PGEH n'a pas été signé et inciter le gouvernement du Qatar à collaborer avec le PNUE et l'ONUDI pour traiter de toutes les questions liées à la signature de l'accord d'ici la 82 ^e réunion afin de pouvoir présenter une proposition pour la phase II du PGEH à la 83 ^e réunion, sinon l'annulation éventuelle du projet serait envisagée à la 82 ^e réunion en l'absence de tout progrès et les soldes dus seraient retournés au Fonds multilatéral.
	ONUDI	2013	571 935	Signature de l'accord/ document de projet/ fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	
Rwanda (Phase I)	PNUE	2018	33 900	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ signature de l'accord/ document de projet	Prendre note des retards dus aux modifications au sein de l'UNO et inciter le gouvernement du Rwanda à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la quatrième (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Sainte-Lucie (Phase I)	PNUE	2018	10 396	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	Prendre note de la lenteur de la mise en œuvre de la troisième tranche (2015) de la phase I du PGEH imputable à des changements structurels au sein du gouvernement et inciter le gouvernement de Sainte-Lucie à collaborer avec le PNUE pour accélérer la mise en œuvre de la troisième tranche (2015) afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Saint-Vincent-et-les-Grenadines (Phase I)	PNUE	2018	116 390	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée/ signature de l'accord/ document de projet	Prendre note de la lenteur de la mise en œuvre de la deuxième tranche (2015) du PGEH imputable à des changements structurels au sein du gouvernement et inciter le gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines à collaborer avec le PNUE pour accélérer la mise en œuvre de la deuxième tranche (2015) afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e ou 83 ^e réunion.
Arabie saoudite (Phase I)	ONUDI	2016	909 500	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ absence du rapport de vérification/ seuil de décaissement de 20 cent	Prendre note que la vérification obligatoire des cibles de consommation des HCFC n'est pas terminée et que le taux de décaissement total pour la quatrième tranche (2015) de la phase I du PGEH était inférieur au seuil de 20 pour cent et inciter le gouvernement de l'Arabie saoudite à collaborer avec l'ONUDI pour achever la vérification afin de pouvoir présenter la cinquième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.

Pays	Agence	Tranche	Montant (coûts d'appui inclus) (\$US)	Raisons du retard/retrait	Avis exprimés par le Comité exécutif
Sierra Leone (Phase I)	PNUE	2018	23 730	Absence du rapport de vérification	Prendre note que la vérification obligatoire des cibles de consommation de HCFC n'est pas terminée et inciter le gouvernement de Sierra Leone à collaborer avec le PNUE pour achever la vérification afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Togo (Phase I)	PNUE	2018	45 200	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels fonds suffisants provenant la tranche précédente approuvée	Prendre note que les retards dans la troisième tranche de la phase I du PGEH sont résolus et inciter le gouvernement du Togo à collaborer avec le PNUE afin de pouvoir présenter la quatrième tranche (2018) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion.
Tunisie (Phase I)	France	2017	78 769	Difficultés au niveau des entreprises	Prendre note des retards dans la mise en œuvre de la composante du secteur de la réfrigération et de la climatisation durant la phase I du PGEH et inciter le gouvernement de la Tunisie à collaborer avec le gouvernement de la France, le PNUE et l'ONUDI afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2017) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2017.
	PNUE	2017	16 950	Fonds suffisants provenant de la tranche précédente approuvée	
	ONUDI	2017	116 003	Difficultés au niveau des entreprises	
Turquie (Phase I)	ONUDI	2016	1 710 770	Seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note que le taux de décaissement total pour la deuxième tranche (2015) du PGEH était inférieur au seuil de décaissement de 20 pour cent et inciter le gouvernement de la Turquie à collaborer avec l'ONUDI pour accélérer la mise en œuvre afin de pouvoir présenter la troisième tranche (2016) de la phase I du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2016 et des tranches ultérieures, à condition que le seuil de décaissement de 20 pour cent du financement de la tranche précédente ait été atteint.
Venezuela (République bolivarienne du) (Phase II)	PNUD	2017	214 000	Décisions/approbations gouvernementales/ modifications au sein de l'UNO/ changements structurels/ difficultés internes ou externes/ seuil de décaissement de 20 pour cent	Prendre note des circonstances difficiles dans le pays et inciter le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela à collaborer avec le PNUD et l'ONUDI pour accélérer la mise en œuvre de la première tranche (2016) afin de pouvoir présenter la deuxième tranche (2017) de la phase II du PGEH à la 82 ^e réunion, avec un plan d'action révisé qui tienne compte de la réaffectation de la tranche de 2017 et des tranches ultérieures.
	ONUDI	2017	615 250	L'agence de coopération n'était pas prête à soumettre la proposition	
Total			34 982 808*		

*Excluant l'Iraq, le Koweït, le Maroc et l'Afrique du Sud, des pays pour lesquels la tranche pourrait être soumise à la 81^e ou 82^e réunion.